

par Nile Bowie

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient

Océanie

Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole,Gaz de schiste,
Transnationales
Pauvreté et inégalités
Militansiales
11 sept. Guerre au
Droits humatifis et 1988ise
Biotechnologie et OGM

Loi et 90 side

Biotechnologie et OGM

Droits des femmes

Désinformation médiatique

Politique et religion

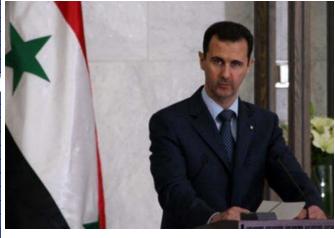
Nations Unies

Science et médecine Services de renseignements

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web GlobalResearchTV



Mondialisation.ca, Le 12 mars 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article



Entre le chaos, les tirs d'artillerie d'Homs et de Damas et le siège actuel de l'Etat baassiste de Bachar el-Assad, les événements ressemblent à ceux qui se sont déroulés il y a presque un siècle. Pour maintenir son protectorat, le gouvernement français avait recouru à des soldats étrangers afin de réprimer ceux qui cherchaient à abolir la Fédération syrienne sous mandat français. Alors que l'ancien Premier ministre Faris al-Khoury présentait en 1945, devant l'ONU, ses arguments en faveur de l'indépendance de la Syrie, les avions français bombardaient Damas pour la soumettre. Aujourd'hui, le même gouvernement, avec les Etats-Unis et ses régimes satellites libyens et tunisiens, reconnaissent avec enthousiasme le Conseil national syrien en tant que gouvernement légitime du pays. Bien qu'un sondage récent financé par la Fondation du Qatar ait révélé que 55% des Syriens soutiennent le régime d'el-Assad, les anciennes puissances coloniales bafouent les principes démocratiques qu'elles proclament.

Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC)

Au mépris de l'opinion du peuple syrien, son sort a depuis longtemps été décidé par des forces opérant à l'extérieur des frontières du pays. Dans un exposé présenté devant le Commonwealth Club of California en 2007, le général américain à la retraite Wesley Clark évoquait un coup politique initié par des membres du PNAC. Clark citait un document confidentiel transmis par le cabinet du Secrétaire à la Défense en 2001 qui prévoyait la restructuration totale du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. D'une manière solennelle, le document prétendait révéler des campagnes visant à déstabiliser systématiquement les gouvernements d'Irak, de Somalie, du Soudan, de Libye, du Liban et d'Iran. Selon le scénario familier d'un régime autoritaire réprimant systématiquement les opinions dissidentes et éliminant d'importantes fractions de la population, les mécanismes du stratagème géopolitique ont joué librement.

La Syrie n'est qu'une pièce de l'échiquier utilisée par des puissances plus importantes. Le bloc de l'OTAN commandé par les Etats-Unis en collaboration avec les monarchies féodales du Golfe persique regroupées au sein du Gulf Cooperation Council (GCC) ont un intérêt absolu à ce que le régime

change. Ils y travaillent en utilisant des médias aux mains du Qatar comme Al-Jazira pour diffuser dans le monde leur version des événements et en armant des factions radicales des régions à majorité sunnite contre le leadership d'el-Assad, qui appartient à la minorité chiite alaouite. En 2005, l'Administration Bush a commencé à financer des groupes d'opposition syriens qui ont des sympathies pour les Frères musulmans et leur désir de créer un Etat islamique sunnite. Depuis longtemps, ces derniers considèrent les chiites alaouites comme des hérétiques et ils ont fait plusieurs tentatives de soulèvement dans les années 1960. En armant des factions sunnites radicales et en important des djihadistes salafistes irakiens et des mercenaires libyens, l'OTAN et le GCC projettent de renverser el-Assad et d'installer à sa place un personnage illégitime de l'opposition en exil tel que Burham Ghalium (chef du Conseil national syrien) à la tête du nouveau régime.

OTAN, GCC et Al-Qaïda

L'exemple récent d'une politique étrangère imposée en armant des combattants d'Al-Qaïda en Libye s'est avéré désastreux car l'autorité passe actuellement du Conseil national de transition libyen (CNT) appuyé par l'OTAN à des centaines de milices qui se livrent des combats de guérilla. Lors d'une rencontre entre Hillary Clinton et le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, ce dernier a promis de trouver des moyens de faire pression sur el-Assad en dehors du Conseil de sécurité des Nations Unies. En plus de soutenir les divisions sectaires traditionnelle en Syrie, les Etats-Unis y introduisent clandestinement des armes depuis leur base militaire turque d'Incirlik et ils apportent un soutien financier aux rebelles syriens. Les forces d'opposition syriennes, commandées par le colonel syrien Riad al-Assad, qui a fait défection, s'entraînent sur le sol turc depuis mai 2011. Des sources exclusives de l'armée et des services de renseignements ont informé DEBKAfile (Israël) que des unités spéciales britanniques et qataries apportaient une aide aux forces rebelles d'Homs en leur procurant des gilets pare-balles, des ordinateurs portables, des téléphones mobiles et en exploitant des lignes de communications au moyen desquelles les rebelles demandent à des fournisseurs étrangers une aide logistique, des armes et des mercenaires.

Bien que le Royaume-Uni ait démenti avec vigueur ces informations, l'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, a proposé récemment d'envoyer des troupes en Syrie pour combattre les forces d'el-Assad. Les bases militaires situées à proximité de la frontière entre le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie sont devenues d'importantes plaques tournantes utilisées pour envoyer des approvisionnements à l'extérieur. Des avions de combat de l'OTAN banalisés basés près d'Iskenderum ont été dotés de pilotes du Conseil national de transition libyen qui manipulent des armes ayant appartenu à l'arsenal de Kadhafi. Abdel Hakim Belhaj – ancien chef du Groupe islamique combattant extrémiste devenu gouverneur militaire de Tripoli sur instruction de l'OTAN – dirige personnellement l'infiltration de Libyens en Syrie avec l'aide du gouvernement turc. Il paraît également que Mahdi al-Harati a démissionné de ses fonctions de chef adjoint du Conseil militaire de Tripoli pour superviser l'Armée syrienne libre.

La presse syrienne a également communiqué que des groupes terroristes armés brandissant des armes américaines et israéliennes modernes sévissaient dans la campagne autour de Damas et commettaient des actes de terrorisme aveugles en faisant exploser des engins et en enlevant des civils. Tandis que l'OTAN et le GCC continuent d'affirmer qu'el-Assad commet des actes génocidaires contre des civils non armés, nous devons établir des liens entre les événements rapportés par les médias officiels syriens et des déclarations récentes du commandement d'Al-Qaïda en Irak qui se réjouit de l'arrivée de combattants irakiens en Syrie et conseille aux rebelles de se servir de bombes artisanales. Paradoxalement, le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a appelé les musulmans du monde arabe à se mobiliser et à soutenir l'Armée syrienne libre après le décevant veto russe et chinois au Conseil de sécurité. Il y a peu de choses plus absurdes que l'idée que des terroristes d'Al-Qaïda – présentés unanimement comme des barbares par pratiquement tous les médias occidentaux – se fient à l'appareil des Nations Unies et à sa capacité de résoudre le conflit syrien. Le véritable objectif d'Al-Qaïda et son rôle consistant à influencer la politique étrangère n'ont jamais été aussi évidents.

A coup sûr, comme l'affirment les alliés occidentaux et ceux du Golfe, le fait qu'el-Assad accuse des groupes terroristes soutenus par l'étranger de fomenter la violence en Syrie est une preuve évidente de son manque de légitimité. Même si la télévision syrienne montre des stocks d'armes capturés et diffuse des confessions de terroristes décrivant la manière dont ils ont obtenu des armes provenant de l'étranger, l'OTAN et le GCC continuent de préparer des lois destinées à contraindre le régime d'el-Assad à démissionner. Face à une véritable campagne de sabotage financée par l'étranger, des pirates informatiques syriens se sont attaqués au «Syria Live Blog» d'Al-Jazira qui couvre les troubles de manière continue. Le réseau de pirates a audacieusement accusé Al-Jazira de diffuser «des informations fausses et inventées afin d'attiser la sédition dans le peuple syrien pour poursuivre les objectifs de Washington et de Tel-Aviv».

Comment on désinforme à l'aide de Twitter et de Facebook

Par les propos enflammés de Susan Rice qui s'acharne à condamner el-Assad – comme elle avait condamné Kadhafi auparavant – les Etats-Unis tentent de nouveau d'invoquer la doctrine du droit de protéger pour agir directement contre le régime d'el-Assad. Autre parallèle avec le conflit libyen: le nombre officiel ahurissant de victimes avancé par les Nations Unies provient uniquement de groupes de défense des droits humains soutenus par le National Endowment for Democracy, la Cour pénale internationale et le Conseil national syrien. Les chiffres officiels proviennent uniquement d'une obscure organisation connue sous le nom d'Observatoire syrien des droits humains (SOHR), basée à Londres et non en Syrie, qui reposent essentiellement sur des ouï-dire, des vidéos de You Tube et des tweets de militants. Les informations contestées du SOHR sont des «preuves» qu'aucun tribunal n'accepterait et elles ne devraient surtout pas constituer la base de résolutions des Nations Unies. Le directeur de l'Observatoire Rami Abdelrahman collabore directement avec le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague et ne tire sa légitimité que de relations avec des réseaux de la société civile financés par des sociétés privées et des fondations. L'affirmation selon laquelle les forces de sécurité d'el-Assad tuent sans distinctions des quantités de nouveau-nés est manifestement

un produit du Foreign Office britannique.

La Ligue arabe et son rapport

Rien ne renseigne mieux sur la guerre permanente des médias en Syrie que le rapport établi par la mission d'observation de la Ligue arabe. Il a été totalement ignoré par les médias de masse après que le Qatar – seul pays du Comité ministériel de la Ligue arabe à le faire – en eut contesté le contenu. Le rapport concluait de manière incontestable que le gouvernement syrien ne tirait pas sur les manifestants pacifiques. En outre, le rapport attribue à des bandes armées des attentats à la bombe contre des bus civils, des trains transportant du diesel, des bus de la police, des ponts et des oléoducs. Lors d'une interview, l'observateur de la Ligue arabe Achmed Manaï se félicite du veto sino-russe au Conseil de sécurité et encourage le gouvernement syrien à faire des réformes. Manaï a déclaré: «La Ligue arabe est complètement discréditée pour avoir enterré le rapport de sa propre mission d'observation et renoncé à son appel au Conseil de sécurité. Il a manqué l'occasion de participer au règlement de la question syrienne. Tout ce qu'il pourra proposer à l'avenir sera sans valeur.»

Alors que, comme on pouvait le prévoir, le rapport initial de la mission d'observation est absent des médias de masse et jugé médiocre (probablement parce qu'il contredit la ligne officielle des puissances occidentales et de celles du Golfe), le chef de la mission de la Ligue arabe Mohammed al-Dabi a démissionné officiellement: «Je ne veux plus travailler dans le cadre de la Ligue arabe. J'ai accompli ma tâche en toute honnêteté et transparence mais je ne veux plus travailler ici car la situation est faussée.» Les Nations Unies et la Ligue arabe se tournent actuellement vers ce qui était à l'origine une mission commune d'observation et qu'on appelle maintenant une mission de paix. La Ligue arabe prépare, en collaboration avec l'Arabie saoudite, une résolution presque identique à la première qui demande la mise sur pied d'une mission de paix armée pour la déposer à l'ONU. Très semblable à la tentative d'intimidation qui a précédé l'intervention en Libye, la nouvelle Résolution condamne el-Assad pour sa répression des manifestations par la force et demande une transition démocratique. On s'attend à ce que cette Résolution soit à nouveau refusée par les Russes et les Chinois, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Gennady Gatilov ayant déclaré que le document était également «un projet de Résolution déséquilibré».

L'ONU a le devoir de défendre la paix

Le conflit syrien a mis en lumière des divisions de guerre froide de longue durée entre les puissances mondiales. Le veto sino-russe opposé à la Résolution demandant une intervention a empêché les puissances occidentales d'opérer une agression à découvert, comme l'a montré le rôle joué par l'OTAN en Libye. Il semble que le régime d'el-Assad sera déstabilisé par des groupes clandestins de mercenaires résolus à commettre des actes aveugles de terrorisme tels que des assassinats perpétrés par des snipers et la pose de bombes artisanales. Ayant tiré les leçons de la Libye, la Russie et la Chine considèrent le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - rédigé par Karen Koning AbuZayd, vice-présidente d'un laboratoire d'idées privé basé à Washington, le Middle East Policy Council – comme faisant explicitement partie des rapports sans grande valeur. La population civile est victime de paramilitaires armés qui se battent contre l'armée syrienne dans des zones résidentielles. Dans une interview, le général Leonid Ivachov, ancien chef d'état-major, assure que la Russie aidera à protéger l'Iran, la Syrie et le monde du fascisme américain. En soutien au gouvernement syrien, la Russie a envoyé d'importantes forces navales dans la région et la Chine a mis en garde contre des frappes visant la Syrie.

Il est vraiment paradoxal que les pays les moins aptes à dicter des principes de droits humains le fassent quasi librement sur la scène mondiale. Faisant allusion au veto sino-russe, Hillary Clinton a déclaré sans hésiter: «Ce qui s'est produit hier aux Nations Unies est une mascarade». Ensuite elle a demandé la formation d'une alliance internationale entre l'élite occidentale qui tire profit de la guerre et les monarchies absolues wahhabites du golfe Persique appelées de manière comique les «amis de la Syrie». Des appels internationaux demandant qu'on évite la violence n'ont guère influencé le GCC et ses mesures répressives brutales contre les chiites du Bahreïn. Chose incroyable, l'Arabie saoudite s'est engagée dans le dialogue sur la promotion des droits humains et de la démocratie. En effet, ce pays est peut-être la théocratie féodale la plus dure au monde, car elle interdit les partis politiques et les élections nationales et exécute les apostats de l'islam.

La chaîne iranienne Press TV a divulgué des informations sur les projets américains en Syrie. Le document appelle à reconnaître le Conseil national syrien comme le gouvernement légitime et accepté son installation en Turquie pour y travailler contre le régime d'el-Assad. Washington chargerait la Turquie d'envoyer des troupes en Syrie pour armer les forces d'opposition, qui seraient suivies par l'arrivée de combattants wahhabites et de mercenaires libyens. Fait inquiétant, le document précise qu'Israël entrera en jeu en effectuant des opérations militaires contre la Syrie. Si le régime ne s'écroule pas, les chaînes de télévision publiques syriennes seront démantelées et el-Assad sera assassiné. Etant donné la manière dont d'autres ennemis de l'Occident ont été traités récemment, la suite d'événements évoqués par Press TV ne surprendrait guère. Les wahhabites du golfe Persique sont des instruments de l'agression américaine dans leurs efforts pour dominer les factions religieuses chiites alaouites soutenues par la Syrie et l'Iran, mais aussi pour s'assurer une place en tant que puissance régionale.

Les affaires intérieures de la Syrie ont peu d'effets sur les puissances qui tentent de faire tomber el-Assad. La vraie priorité consiste à isoler davantage l'Iran en éliminant son allié chiite alaouite de Damas. Israël tirerait un énorme bénéfice du renversement du régime el-Assad puisque le Conseil national syrien promet de rompre les liens avec l'Iran et de mettre fin aux livraisons d'armes au Hezbollah et au Hamas. Si le gouvernement syrien tombait et que l'Iran soit directement menacé, le risque d'un conflit régional serait extrêmement sérieux au cas où la Chine et la Russie interviendraient pour défendre l'Iran. Un tel conflit aurait des conséquences préjudiciables à l'économie mondiale qui pourraient entraîner une crise financière hyper-inflationniste. William Hague et les financiers multimilliardaires qui soutiennent les groupes de la société civile qui accordent une

légitimité aux acteurs violents de l'opposition ne sont pas les représentants légitimes du peuple syrien. Bien que les réformes aient été lentes, le gouvernement el-Assad est en passe d'élaborer un projet de nouvelle constitution. Le pouvoir syrien souverain a essuyé les critiques de puissances qui prétendent défendre le peuple syrien. Une tentative d'assassiner el-Assad pourrait avoir des conséquences semblables à celles de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Comme le Conseil national syrien demande la création d'une zone d'interdiction aérienne sur la Syrie, les membres de la communauté internationale qui ont un reste d'honnêteté doivent agir avec diligence afin de désamorcer le conflit dans la région.

Nile Bowie nilebowie.blogspot.com,

Article original en anglais: www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=29285

Traduction Horizons et débats, no 9, le 5 mars 2012.

Articles de Nile Bowie publiés par Mondialisation.ca



47 Hôtels à Strasbourg De 1 à 5 étoiles: Comparez et Réservez votre Hôtel! Venere.com/Hotels_Strasbourg

Baron's Limousine Paris Affordable & Reliable Limousine Tourism Business Paris Airport www.barons-limousines.com

Paris France guided tours Visit Paris and the French regions with your personal Licensed guide www.artventures-paris.com

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Nile Bowie, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29722

Privacy Policy

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca Site web par Polygraphx Multimedia © Copyright 2005-2009